

CONSEIL DE PRUD'HOMMES
DE LYON

Immeuble "le Britannia"
20 Bld Eugène DERUELLE
69432 LYON CEDEX 03

EXTRAIT DES MINUTES
DU SECRÉTARIAT-GREFFE
DU CONSEIL DE PRUD'HOMMES
DE LYON

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

JUGEMENT

en date du 23 JAN. 2026

dans l'affaire opposant

Monsieur [REDACTED]

Partie demanderesse, Représentée par Me Denis JANIN
(Avocat au barreau de LYON)

contre

Partie défenderesse, Représentée par Me Mathieu
PERRACHON (Avocat au barreau de CHALON S/ SAONE)

- Composition du bureau de jugement :

Madame Elise PLATEL-BURY, Président Conseiller
Employeur
Monsieur Félix JOLIVET, Conseiller Employeur
Monsieur Yves FOURNIER, Conseiller Salarié
Monsieur Jean Louis PITERA, Conseiller Salarié
Assesseurs
Assistés lors des débats de Madame Nathalie CAU, Greffier

PROCÉDURE

- Date de la réception de la demande : 20 Novembre 2023 ;
 - Convocations envoyées le 01 Décembre 2023 : AR défendeur signé le 07 décembre 2023 ;
 - Bureau de Conciliation et d'Orientation du 12 Janvier 2024 : Non conciliation des parties et renvoi de l'affaire à la mise en état avec fixation des délais de communication pièces moyens et prétentions pour les parties (émargement des parties au PV de non conciliation);
 - Ordonnance de clôture en date du 06 Septembre 2024 et renvoi de l'affaire devant le Bureau de Jugement du 06 Décembre 2024 pour plaidoirie ;
 - Débats à l'audience de Jugement du 06 Décembre 2024 ;
 - Prononcé de la décision initialement fixé à la date du 28 Mars 2025;
 - Délibéré prorogé à la date de ce jour ;
 - Décision prononcée conformément à l'article 453 du code de procédure civile en présence de Madame Nathalie CAU, Greffier
- Les parties ont été avisées que le jugement serait rendu public par mise à disposition au greffe

Décision signée par Madame Elise PLATEL-BURY, Président (E)
et par Madame Nathalie CAU, Greffier.

N° RG F 23/02659 - N° Portalis
DCYS-X-B7H-GMM4

SECTION Activités diverses

AFFAIRE

contre

MINUTE N° 2026/67

JUGEMENT DU 23 JAN. 2026

Qualification :
Contradictoire
premier ressort

Notification le : 23 JAN. 2026

Expédition revêtue de
la formule exécutoire
délivrée

le : 23 JAN. 2026

à : [REDACTED]

FAITS, PROCEDURE

Monsieur [REDACTED] a été embauché au sein de [REDACTED] en qualité de [REDACTED], [REDACTED] de la classification conventionnelle applicable, à compter du 1^{er} Août 2022 et jusqu'au 30 novembre 2022, dans le cadre d'un contrat de travail à durée déterminée.

Par un avenant daté du 14 novembre 2022, le contrat de Monsieur [REDACTED] a été renouvelé à compter du 1^{er} décembre 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022.

Monsieur [REDACTED] a ensuite été embauché par [REDACTED] dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée à compter du 1^{er} mars 2023. Il percevait un salaire brut mensuel de 1900,84 euros calculé sur les 3 derniers mois précédant la rupture.

Le contrat de travail de Monsieur [REDACTED] prévoyait une période d'essai de 2 mois, renouvelable une fois.

Par courrier du 20 avril 2023, [REDACTED] a renouvelé la période d'essai de Monsieur [REDACTED].

Par courrier du 9 juin 2023, [REDACTED] notifie à Monsieur [REDACTED] la rupture de sa période d'essai avec effet au 30 juin 2023.

Dans le délai, Monsieur [REDACTED] a été destinataire de ses documents de fin de contrat.

Par courrier de son conseil en date du 25 octobre 2023, Monsieur [REDACTED] a contesté la rupture de sa période d'essai.

Par courrier en réponse à date du 14 décembre, [REDACTED] a maintenu sa position.

C'est dans ce contexte que Monsieur [REDACTED] a saisi la juridiction de céans.

DEMANDES DES PARTIES

Au dernier état de ses conclusions et de ses explications à la barre, Monsieur [REDACTED] sollicite du Conseil de céans :

- JUGER que la rupture du contrat de travail s'analyse en un licenciement sans cause réelle et sérieuse.

Par conséquent,

- CONDAMNER [REDACTED] [REDACTED] au paiement des sommes suivantes :

- 316,80 euros nets à titre d'indemnité légale de licenciement ;
- 1900,84 euros bruts à titre de reliquat d'indemnité de préavis ;
- 190,08 euros bruts au titre des congés payés afférents ;
- 1900,84 euros nets à titre de dommages et intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse.

A titre Subsidiaire,

Juger que la rupture de la période d'essai est abusive.

Par conséquent,

- CONDAMNER [redacted] au paiement de la somme de 5702,52 euros nets à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice subi du fait de la rupture abusive de la période d'essai ;

En tout état de cause,

- CONDAMNER [redacted] au versement de la somme de 2000 euros au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ;

- La CONDAMNER aux entiers dépens de l'instance ;

- ORDONNER l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;

- JUGER que les sommes allouées porteront intérêts au taux légal à compter de la demande en justice.

[redacted] entend résister et s'opposer à l'ensemble des demandes de monsieur [redacted] et en l'état de ses dernières écritures et explications à la barre, sollicite du Conseil de céans :

DEBOUTER monsieur [redacted] de l'ensemble de ses demandes ;

CONDAMNER monsieur [redacted] à verser à [redacted] la somme de 2000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile ;

CONDAMNER monsieur [redacted] aux dépens ;

A titre subsidiaire

Si le conseil de prud'hommes juge que la rupture du contrat de monsieur [redacted] constitue un licenciement sans cause réelle et sérieuse

DEBOUTER monsieur [redacted] de sa demande d'indemnité légale de licenciement ;

CONDAMNER [redacted] à verser à monsieur [redacted] :

Une indemnité compensatrice de préavis de 1869,33 euros bruts,

Une indemnité de congés payés afférente de 186,93 euros bruts,

REDUIRE le montant des dommages et intérêts réclamés à une plus justes proportions ;

Si le conseil décide d'entrer en voie de condamnation à l'encontre de [redacted] au titre d'un ou plusieurs des chefs demandé :

DEBOUTER Monsieur [redacted] de sa demande d'exécution provisoire de la décision à intervenir au-delà de l'exécution provisoire de droit ;

DEBOUTER Monsieur [REDACTED] de sa demande au titre de l'article 700, ou subsidiairement réduire le montant réclamé à des plus justes proportions ;

A titre infiniment subsidiaire :

REDUIRE le montant demandé par monsieur [REDACTED] au titre de l'article 700 du code de procédure civile à des plus justes proportions ;

JUGER que les condamnations portant sur les dettes que le juge se borne à constater ne donnent lieu à des intérêts moratoires à compter du 1^{er} décembre 2023, et que les condamnations à des indemnités ayant la nature de dommages-intérêts donneront lieu à des intérêts moratoires à compter du prononcé du jugement.

En tout état de cause,

Sur la rupture du contrat de travail

Il est justifié que [REDACTED] a bien repris systématiquement l'ancienneté des contrats de travail à durée déterminée de Monsieur [REDACTED]. Si l'on additionne les deux contrats de travail à durée déterminée, Monsieur [REDACTED] a travaillé 4 mois.

Le conseil estime que les 14 jours d'essai mentionné au contrat de travail indéterminée ont donc bien été effectués antérieurement.

Il en découlera que la rupture du contrat de travail de monsieur [REDACTED] s'analyse en un licenciement sans cause réelle et sérieuse.

MOTIFS DE LA DECISION

L'article L. 1243-11 du code de travail précise que : *" la durée du contrat de travail à durée déterminée est déduite de la période d'essai éventuellement prévue dans le nouveau contrat de travail "*.

L'article 8.4 de la Convention Collective nationale de [REDACTED] rappelle également : *" En cas de transformation du contrat à durée déterminée, la période de travail ainsi effectuée est prise en compte au titre de la période d'essai quelle que soit la nature de l'activité exercée."*

De jurisprudence constante lorsque la salarié a été, après l'échéance du contrat à durée déterminée, engagé par contrat à durée indéterminée, la durée du ou des contrats à durée déterminée est déduite de la période d'essai éventuellement prévue dans le nouveau contrat.

Les articles 6 et 9 du Code de Procédure Civile rappellent respectivement qu'à l'appui de leurs prétentions, les parties ont la charge d'alléguer les faits propres à les fonder et d'en rapporter la preuve conformément à la loi.

L'article 12 du Code de Procédure Civile précise que le juge restitue leur exacte qualification aux faits et actes litigieux sans s'arrêter à la dénomination que les parties en auraient proposée.

L'article L. 1221-1 du Code du Travail précise que le contrat de travail relève du droit commun, mais également tant l'article L. 1134 du Code du Travail que l'article L. 1221-1 du Code du Travail rappellent que le contrat de travail doit être exécuté de bonne foi.

Sur la rupture du contrat de travail

Si l'on additionne les deux contrats de travail à durée déterminée dont a bénéficié Monsieur [REDACTED] au sein de [REDACTED] ce dernier a travaillé du 1er août au 30 novembre 2022 puis du 1er au 31 décembre 2022, soit 5 mois avant la signature de son contrat à durée indéterminée.

Au regard des bulletins de paie de Monsieur [REDACTED] le conseil relève que [REDACTED] a bien repris l'ancienneté des contrats de travail à durée déterminée de Monsieur [REDACTED].

En effet, ses bulletins de paie mentionnent une entrée au 1er mars 2023 et une date d'ancienneté au 29 septembre 2022, soit 5 mois, correspondant à la durée de ses deux premiers contrats CDD.

Le contrat de travail à durée indéterminée de Monsieur [REDACTED] précise une période d'essai fixée à 2 mois, pouvant être renouvelée 1 fois pour une durée au plus égale à la durée de la période d'essai initiale, selon les dispositions prévues de la convention collective nationale applicable à [REDACTED].

Ainsi, de par les deux précédents contrats à durée déterminée de Monsieur [REDACTED] initiés sur un poste et une classification identiques au contrat à durée indéterminée intervenant seulement 3 mois après le dernier CDD, le conseil estime que les 4 mois de période d'essai mentionnés au contrat de travail indéterminée ont donc bien été effectués antérieurement.

Il en découlera que la rupture du contrat de travail de monsieur [REDACTED] s'analyse en un licenciement sans cause réelle et sérieuse.

Sur les frais irrépétibles :

Selon l'article 700 du Code de procédure civile, [REDACTED] succombant à la présente instance, sera condamnée à verser à Monsieur [REDACTED] de la somme de 1950 euros au titre de l'article 700 du Code de procédure civile et sera déboutée de sa demande reconventionnelle formulée à ce titre.

Sur les dépens :

L'article 696 du Code de Procédure Civile dit que la partie qui succombe est condamnée aux dépens, à moins que le juge, par décision motivée, n'en mette la totalité ou une fraction à la charge d'une autre partie.

Compte tenu de la situation respective des parties, chacune des parties conservera la charge de ses propres dépens.

PAR CES MOTIFS

Le Conseil de Prud'hommes de Lyon, section Activités Diverses, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant par jugement rendu public par mise à disposition au greffe, contradictoire et en premier ressort :

DIT ET JUGE que la rupture du contrat de travail de Monsieur [REDACTED] s'analyse en un licenciement sans cause réelle et sérieuse.

CONDAMNE [REDACTED] à verser à Monsieur [REDACTED] les sommes suivantes :

- 316,80 euros nets à titre d'indemnité légale de licenciement ;
- 1900,84 euros bruts à titre de reliquat d'indemnité de préavis ;
- 190,08 euros bruts au titre des congés payés afférents ;
- 1900,84 euros nets à titre de dommages et intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse.

CONDAMNE [REDACTED] à verser à Monsieur [REDACTED] la somme de 1950 euros au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ;

DÉBOUTE [REDACTED] de sa demande reconventionnelle formulée au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

DIT n'y avoir lieu à exécution provisoire autre que celle de droit.

RAPPELLE qu'aux termes des dispositions de l'article R.1454-28 du Code du travail, sont exécutoires de droit à titre provisoire, les jugements ordonnant la délivrance de toutes pièces que l'employeur est tenu de remettre (bulletins de paie, certificat de travail...) ainsi que les jugements ordonnant le paiement des sommes au titre des rémunérations et indemnités visées à l'article R.1454-14 du Code du travail dans la limite de neuf mensualités.

FIXE le salaire mensuel moyen brut de M. [REDACTED] à la somme de 1.900,84 €.

DEBOUTE les parties de toutes les demandes plus amples et contraires.

LAISSE à chacune des parties la charge de ses propres dépens.

Ainsi rendu public par mise à disposition au greffe.

En foi de quoi le présent jugement a été signé par le Président et le Greffier.

LE GREFFIER

Jay

LE PRÉSIDENT

[Signature]

**COPIE CERTIFIÉE
CONFORME**

